



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONFÉRENCE

Trente-sixième session

Rome, 18 – 23 novembre 2009

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION	1 - 5
II. TENDANCES DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE	6 - 7
III. ÉVOLUTIONS DES PRIX AGRICOLES – VARIABILITÉ EXTRÊME DES PRIX DES PRODUITS DE BASE	8 - 10
IV. PRIX NATIONAUX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	11 - 13
V. PERSPECTIVES A MOYEN TERME DES PRIX INTERNATIONAUX DES PRODUITS AGRICOLES	14 - 15
VI. PRODUCTION AGRICOLE	16 - 22
VII. COMMERCE AGRICOLE	23 - 25

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

VIII. RÉPONSES POLITIQUES AUX PRIX PLUS ÉLEVÉS ET LEUR INCIDENCE SUR LES MARCHÉS AGRICOLES	26 - 31
IX. CONCLUSIONS	32 - 36

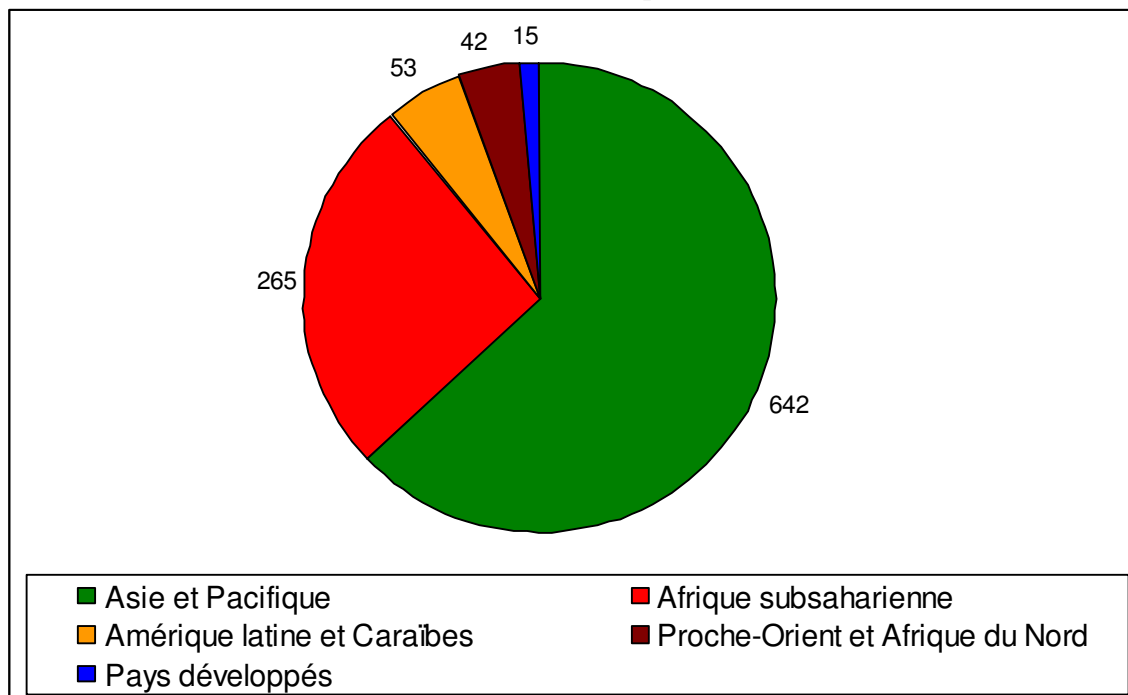
I. INTRODUCTION

1. En juillet 2008, au Sommet du G8 tenu au Japon, les dirigeants des plus grandes nations industrialisées du monde se sont déclarés « vivement préoccupés par la forte augmentation des prix des denrées alimentaires dans le monde qui, conjuguée à des problèmes de pénurie dans certains pays en développement, menace la sécurité alimentaire mondiale ». Les effets dévastateurs de la flambée des prix s'ajoutaient à une augmentation tendancielle déjà préoccupante du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, observée au cours des années précédentes.
2. La crise déclenchée par une explosion des prix a été très rapidement suivie par la crise financière et économique la plus grave qui se soit jamais produite dans le monde depuis soixante-dix ans. Ces crises successives ont touché simultanément de vastes régions de la planète et plongé des millions de personnes supplémentaires dans la faim et la malnutrition. Des mois durant, les prix élevés des carburants et des denrées alimentaires ont poussé les mécanismes de survie de nombreux ménages pauvres jusqu'à leur extrême limite, au point que ces derniers ont été contraints de vendre leurs actifs (financiers, physiques ou humains) pour éviter un recul important de la consommation.
3. Les perspectives de reprise de l'économie mondiale et l'évolution des marchés agricoles sont donc capitales pour améliorer le sort des populations pauvres et sous-alimentées de la planète et résoudre rapidement et durablement le problème de la faim. Bien que les sources de la flambée des prix des denrées alimentaires de 2006-08 n'aient pas disparu, l'avenir de l'économie mondiale et des marchés agricoles internationaux est devenu de plus en plus incertain. Les prix réels de l'énergie restent supérieurs aux niveaux tendanciels et une reprise de la croissance des salaires dans les pays en développement pourrait de nouveau exercer une pression à la hausse sur les prix des produits alimentaires. La demande de produits servant à la fabrication des biocarburants est soutenue par les obligations d'incorporation, les prescriptions relatives au dosage des carburants, ainsi que les subventions et les incitations fiscales en vigueur dans de nombreux pays.
4. Bien que les prix des produits de base aient chuté considérablement par rapport aux sommets qu'ils avaient atteints au milieu de 2008, la plupart d'entre eux restent néanmoins égaux ou supérieurs à leurs niveaux tendanciels. Mais si les prix indicateurs internationaux ont effectivement baissé, les prix des produits – et notamment les prix de détail des produits alimentaires – ont mis du temps à reculer. Par ailleurs, les prix à la consommation des produits alimentaires se sont stabilisés et les prix de détail des produits alimentaires n'ont pas baissé aussi nettement que les prix des produits, moins élevés. Enfin, parmi les nombreuses politiques mises en œuvre par les pays pour protéger les consommateurs nationaux contre les prix élevés, certaines ont eu des effets très dissuasifs sur une relance éventuelle par l'offre et n'ont pas été supprimées aussi rapidement qu'il aurait fallu. Les préoccupations politiques quant à la manière d'empêcher une nouvelle flambée des prix des denrées alimentaires subsistent.
5. Outre la question centrale de la rapidité du redressement économique mettant un terme à la grave récession économique traversée, certains problèmes liés à l'agriculture et aux marchés agricoles semblent avoir une incidence critique sur l'avenir de l'agriculture mondiale et de la sécurité alimentaire. Avec quelle efficacité les marchés nationaux et mondiaux des produits alimentaires transmettent-ils les signaux que donnent les prix aux producteurs et aux consommateurs? La reprise de la croissance de l'économie mondiale conduira-t-elle à une nouvelle phase de flambée des prix des produits alimentaires? Quelle est la capacité de l'agriculture mondiale à se développer lorsque les prix des produits agricoles sont plus élevés? Dans quelle mesure les politiques mises en œuvre pour protéger la consommation intérieure contre les effets des prix plus élevés ont-elles faussé les marchés internationaux, en accentuant le problème et en faisant obstacle à une réponse par l'offre efficace?

II. TENDANCES DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

6. L'incidence de la faim et de la malnutrition dans le monde a été aggravée par deux crises successives. Les estimations actuelles de la FAO portent le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en 2008 à 915 millions. Ce chiffre est considéré comme le plus élevé depuis les trente ou quarante dernières années, bien qu'en terme de pourcentage de la population mondiale, la part des personnes souffrant de la faim soit nettement inférieure à celle de 1970. Cependant, les projections de la FAO fondées sur une analyse du ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique montrent une augmentation du nombre des victimes de la sous-alimentation dans le monde, estimé à 1,02 milliard en 2009. La ventilation par région de ces estimations est présentée à la Figure 1¹.

Figure 1. Estimations de la FAO du nombre de personnes souffrant de la faim en 2009, par région (en millions de personnes)



Source: FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2009*

7. Cette forte augmentation accentue une tendance déjà inquiétante à l'accroissement du nombre de personnes sous-alimentées, qui avait été observée au cours de ces dernières années. Pendant les années 70, 80 et au début des années 90, en effet, le nombre de personnes souffrant de la faim avait reculé nettement malgré une croissance démographique rapide. En proportion, ce nombre était ainsi passé d'un tiers en 1970 à moins de 20 pour cent dans les années 90. Depuis le milieu des années 90, ce nombre a augmenté, même si, proportionnellement, la part des personnes souffrant de la faim a reculé, s'établissant à 16 pour cent de la population des pays en développement et à 13 pour cent de la population mondiale en 2004-06. En revanche, la crise récente a, pour la première fois depuis plusieurs décennies, provoqué une augmentation du nombre absolu et proportionnel de personnes sous-alimentées.

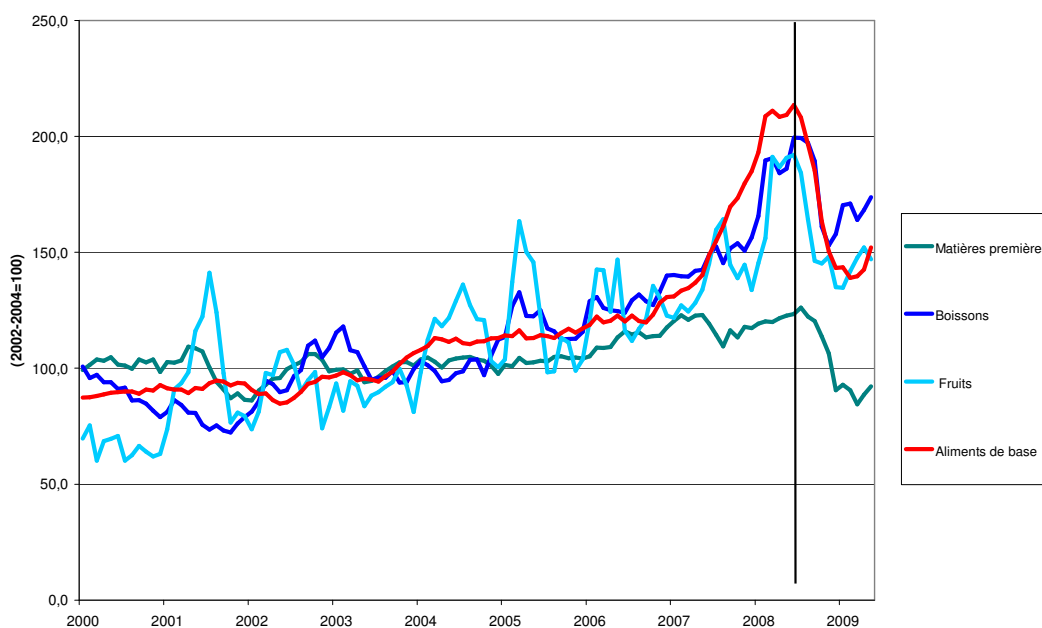
¹ Pour de plus amples informations sur les tendances de la sous-alimentation mondiale, consulter « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, FAO, 2009 ».

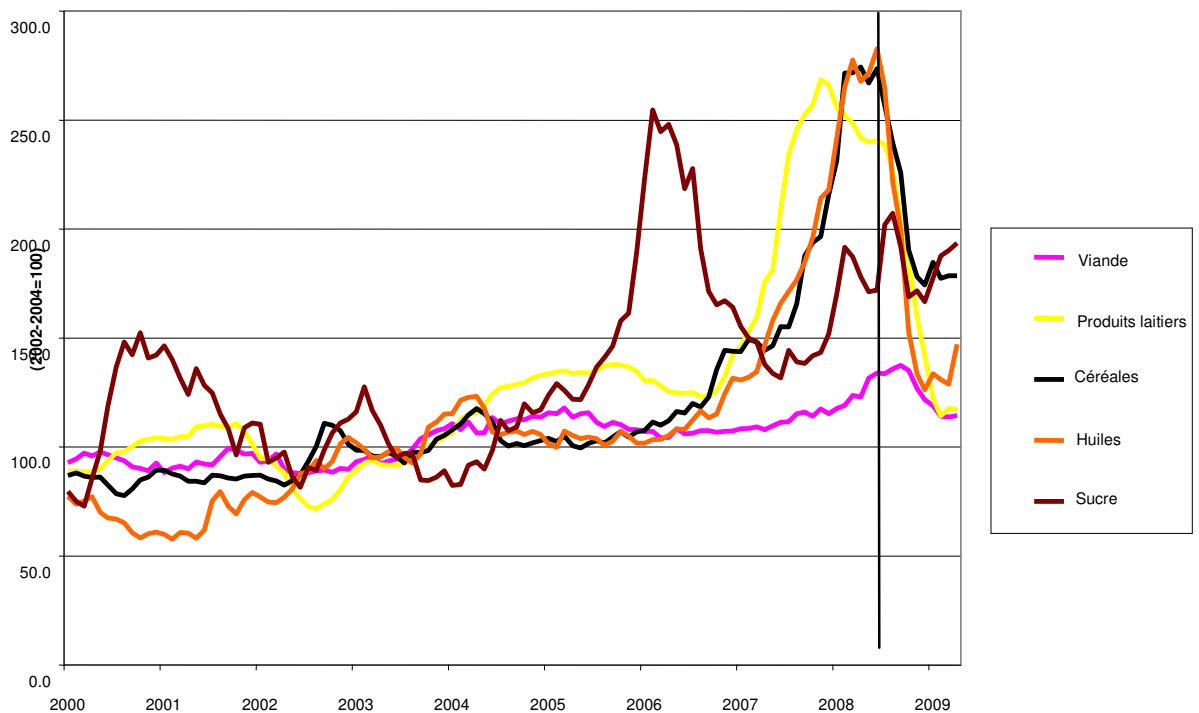
III. ÉVOLUTIONS DES PRIX AGRICOLES – VARIABILITÉ EXTRÊME DES PRIX DES PRODUITS DE BASE

8. Les prix internationaux des produits alimentaires ont quelque peu reculé l'année dernière, mais ils restent néanmoins historiquement élevés et, dans de nombreux cas, les prix nationaux à la consommation ne baissent que très lentement. Les prix ont commencé à augmenter lentement dans les premières années de la décennie avant de connaître une hausse brutale à la fin de 2006. L'indice FAO des prix des denrées alimentaires (base 100 en 2002-04) a atteint un sommet historique de 214 en juin 2008, soit un indice deux fois supérieur au niveau de la période de base et 139 pour cent au-dessus de la moyenne de l'année 2000. De juin 2008 à la fin du premier trimestre 2009, l'indice a reculé de 35 pour cent pour retrouver son niveau du premier trimestre 2007. En mai 2009, après une nouvelle flambée des prix internationaux de plusieurs produits alimentaires de base (à l'exclusion du riz et de la viande), l'indice, établi à 152, était encore inférieur de près de 30 pour cent au sommet de juin 2008, mais supérieur de 52 pour cent à la valeur de base (2002-04) et de près de 70 pour cent à celui de 2000.

9. La plupart des prix agricoles ont augmenté pendant l'épisode de la flambée des prix, mais le fait que les produits alimentaires de base, en particulier les céréales et les huiles végétales, aient augmenté le plus et fait preuve d'une variabilité extrême a retenu l'attention, car ces produits alimentaires constituent les éléments essentiels des revenus ruraux et des régimes alimentaires des populations pauvres des pays en développement. D'autres prix agricoles ont aussi subi d'importantes variations mais, à l'exception des produits laitiers, dans une moindre mesure. Les matières premières, qui sont importantes pour les économies de certains pays en développement, ont à peine augmenté pendant la période critique 2006-2008. Par ailleurs, en termes relatifs, ces prix ont été les plus touchés par la récession car ils sont très dépendants des secteurs à forte élasticité-revenu. À ce sujet, l'exemple des cuirs et peaux destinés au cuir utilisé dans des produits durables comme les voitures est probant. En effet, la demande les concernant a fortement chuté depuis le début de la récession mondiale.

Figure 2. Indices des prix agricoles (2002-04 = 100)





Source: Indices FAO des prix des denrées alimentaires. Indices FMI des matières premières et des boissons (recalculé). Indice des fruits interprété, FAO.

10. Bien qu'ils restent historiquement élevés, les prix internationaux des prix agricoles ont néanmoins connu une baisse significative. Les causes essentielles du recul des prix ont été en grande partie attribuées à un affaiblissement de la demande de biens de consommation et d'importation dans un contexte de récession mondiale et de resserrement du crédit, et à une demande moins forte de produits agricoles servant à fabriquer des biocarburants résultant d'une baisse des prix de l'énergie. Cependant, les indicateurs de l'offre ont aussi beaucoup contribué au recul des prix, en raison notamment d'une réponse importante en terme d'offre de produits agricoles en 2008 et d'une diminution du prix des intrants, en particulier pour le transport. La manière dont ces facteurs évolueront à court terme et auront une incidence sur l'avenir des marchés agricoles reste empreinte d'une grande incertitude.

IV. PRIX NATIONAUX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

11. Malgré le niveau moins élevé des prix internationaux des produits agricoles, la transmission de cette baisse des prix aux marchés nationaux semble avoir été lente ou retardée dans de nombreux pays en développement et pays à faible revenu et à déficit vivrier, en particulier en Afrique subsaharienne. Dans de nombreux cas, au début de 2009, les prix nationaux étaient encore supérieurs à ce qu'ils étaient un an auparavant, et là où ils avaient reculé, la baisse des prix avait été relativement moins marquée que celle observée sur les marchés internationaux (voir encadré 1). Cette médiocre transmission des prix illustre l'inefficacité des marchés et tend à augmenter la variabilité sur les marchés internationaux.

Encadré 1. Les prix nationaux des aliments dans les pays en développement restent élevés

Le SMIAR (Système mondial d'information et d'alerte rapide) de la FAO a lancé **une base de données et un outil d'analyse des prix nationaux des aliments** pour faciliter le suivi et l'analyse des prix nationaux des aliments dans les pays en développement.² La base de données contient près de 800 séries de prix de gros et de détail des principaux aliments³ consommés dans 58 pays en développement ainsi que les prix des exportations internationales de céréales.

Une analyse des données conduite en juillet 2009 a confirmé que les prix nationaux dans les pays en développement étaient restés généralement très élevés bien que les prix internationaux aient considérablement baissé en 2008. Les prix des exportations internationales du maïs, du sorgho, du blé et du riz étaient respectivement de 31, 38, 39 et 30 pour cent inférieurs à ceux observés douze mois auparavant et entre 37 et 53 pour cent inférieurs à leurs sommets de 2008. La situation des prix nationaux des céréales dans les pays en développement était en décalage total avec cette situation. Dans près de 80 pour cent des pays couverts par la base de donnée, les cotations de prix nationaux⁴ les plus récentes étaient supérieures à celles observées douze mois auparavant. Dans 35 à 65 pour cent des pays, selon le type de céréales, elles étaient supérieures au niveau qu'elles avaient atteint trois mois plus tôt, et dans 10 à 30 pour cent des pays, les prix des aliments les plus récemment enregistrés et exploitables dans le SMIAR à la fin mars étaient les plus élevés jamais notés.

Source: FAO, *Perspectives de récoltes et situation alimentaire*, n° 2, avril 2009

12. L'augmentation des prix de détail des aliments est devenue un facteur important de préoccupation dans les économies en développement et développées en 2008. Des études montrent que l'inflation des prix des aliments recule de manière significative, en raison notamment de la chute des prix des produits alimentaires de base à partir du milieu de l'année 2008. Il faut cependant noter que les prix de détail des aliments ont continué de croître dans certains pays tout en baissant dans d'autres, mais de manière marginale (Figure 3).

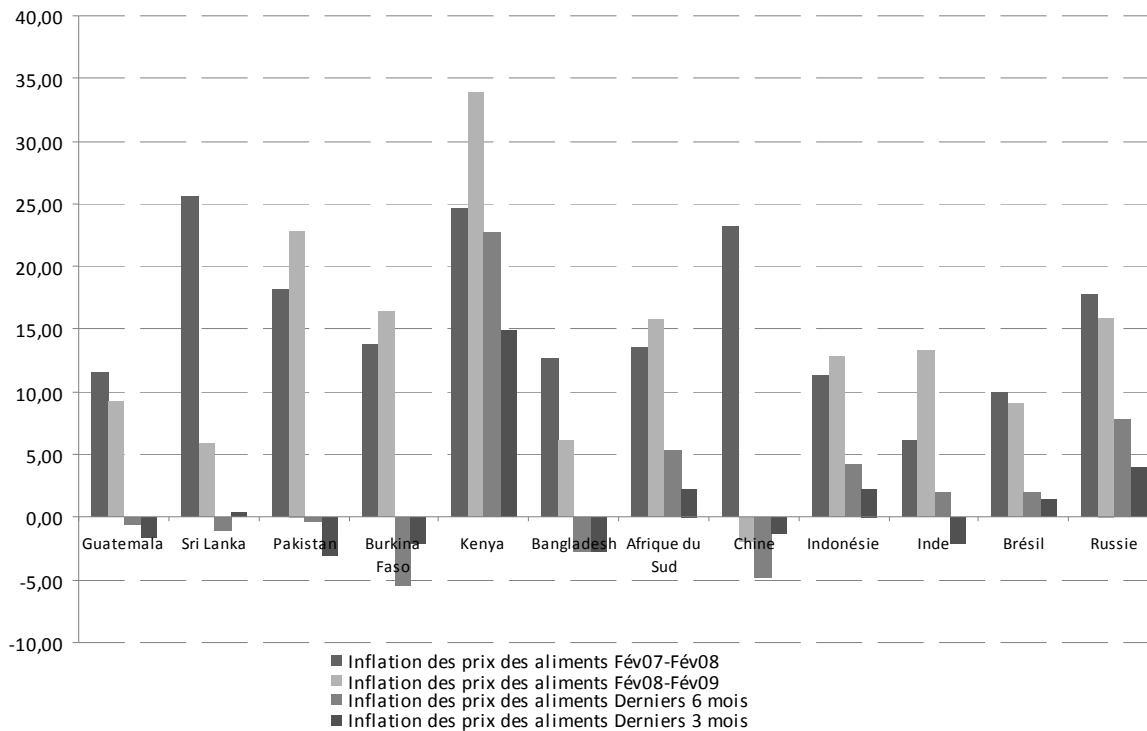
13. La crise économique a donc un double effet: elle réduit les revenus de manière catastrophique alors que les prix des aliments se maintiennent à un niveau élevé, ce qui empêche de nombreuses populations à faible revenu d'accéder à la nourriture. Or, ce sont justement celles qui dépensent une grande partie, voire la totalité, de leurs revenus pour s'alimenter. Les groupes les plus touchés sont les pauvres des milieux urbains et les acheteurs nets de produits agricoles dans les zones rurales.

² Le système « **Prix nationaux des aliments – base de données et outil d'analyse** » est disponible sur le site web de la FAO à l'adresse suivante: www.fao.org/giews/pricetool

³ Principalement des céréales et des produits céréaliers, mais aussi des haricots, des pommes de terre, du manioc et certains produits animaux.

⁴ Les cotations de prix les plus récentes font référence, à quelques exceptions près, à la période entre janvier et avril 2009.

Figure 3. Inflation des prix des aliments 2007-2009 dans certains pays



Source: Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO : 2009-2018

V. PERSPECTIVES À MOYEN TERME DES PRIX INTERNATIONAUX DES PRODUITS AGRICOLES

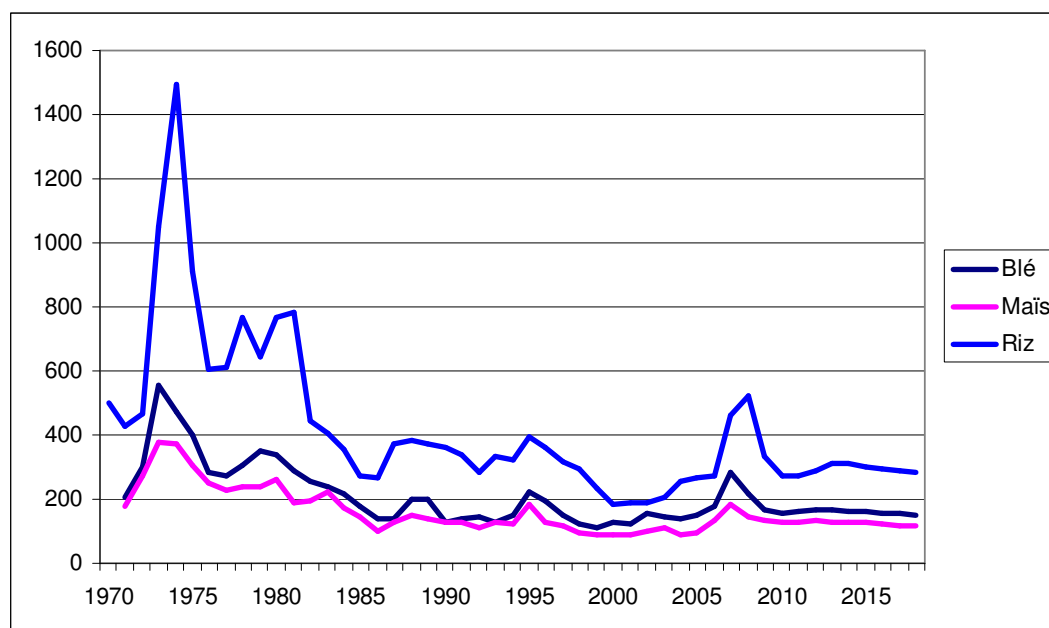
14. Bien qu'ils soient nettement inférieurs à leurs sommets de juin 2008, les prix des produits destinés à la production alimentaire restent élevés en 2009 par rapport à la tendance de ces dix dernières années. Dans leur récente publication conjointe intitulée *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018*⁵, l'OCDE et la FAO estiment que les prix des produits alimentaires devraient se stabiliser à ces niveaux, voire augmenter à moyen terme, continuant ainsi à dépasser en termes réels les niveaux de prix observés avant la flambée des prix de 2007-08. Les projections de l'OCDE et de la FAO indiquent aussi que ces tendances subissent peu les effets de la récession mondiale même si des produits sensibles aux revenus comme les huiles végétales, les viandes et les produits laitiers pourraient subir davantage les effets de la crise économique si la situation se détériorait.

15. La perspective que les prix réels des produits agricoles puissent rester à ces niveaux élevés à moyen terme dépend essentiellement de trois facteurs importants. Premièrement, l'incorporation obligatoire de biocarburants décidée dans plusieurs pays – fixant ainsi les parts de marché pour l'éthanol et le biodiesel par rapport à la consommation totale de carburants – ainsi que les diverses subventions et incitations fiscales en leur faveur semblent prolonger l'influence de la production de biocarburants sur les prix agricoles, bien que les projections indiquent que le prix du pétrole brut devrait être inférieur à celui de 2008. Certes, comme les marchés de l'énergie sont plus importants que les marchés agricoles, les prix de l'énergie détermineront les prix des

⁵ OCDE-FAO, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018*.

biocarburants et des produits agricoles qui servent à les fabriquer.⁶ Deuxièmement, même si les prix du pétrole brut se situent à des niveaux qui n'entraîneront pas à court terme une augmentation de la production de biocarburants, ils n'en restent pas moins historiquement élevés en termes réels. Cette tendance se traduira par des coûts également élevés pour des intrants comme les produits chimiques et les engrais, ainsi que pour le transport. Enfin, la croissance de la productivité agricole semble ralentir, ce qui suppose qu'à la marge, accroître la production aura pour corollaire des coûts unitaires réels plus élevés. L'analyse de l'évolution des prix réels des produits agricoles montre que la baisse tendancielle qui dure depuis plusieurs décennies s'est peut-être arrêtée en 2000, d'autant que les projections ne semblent pas indiquer une reprise de cette baisse tendancielle à moyen terme (voir la Figure 4).

*Figure 4. Prix réels des céréales**



* Blé HRW n° 2 US Gulf; Maïs n° 2 US Gulf; Riz usiné, grade b, Bangkok. Ajusté en fonction du déflateur du PIB américain.

Source: Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018 pour les projections de 2009-2018.

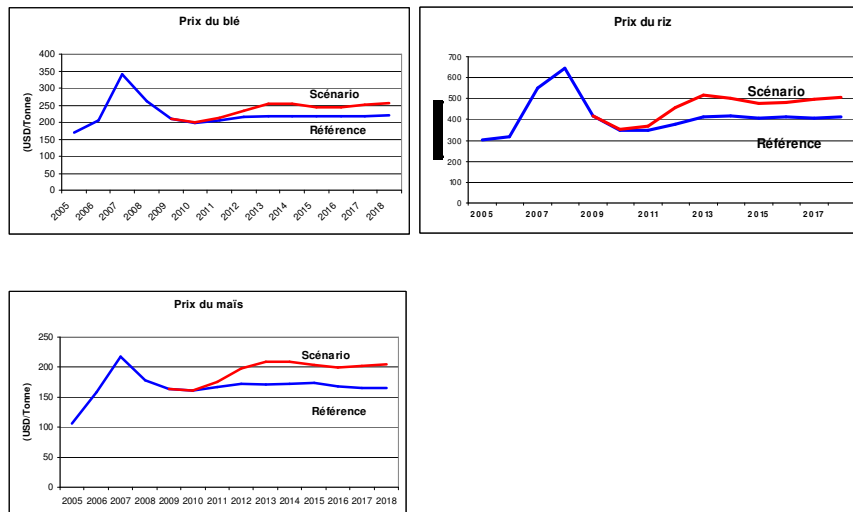
⁶ Pour faire le point sur ce débat, consulter la publication de la FAO intitulée: *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2008. Biocarburants: perspectives, risques et opportunités*.

Encadré 2. Un retour à des prix agricoles élevés?

Les prix des produits agricoles ont considérablement baissé lorsque la récession mondiale a commencé dans la première moitié de 2008. Presque tous les prix des produits de base ont connu une chute brutale à cause d'une demande atone et d'une offre insuffisante pour répondre aux prix agricoles (souvent) trop élevés des deux années précédentes. Est-il possible que les prix repartent à la hausse si la croissance mondiale devait reprendre plus rapidement et si les prix des carburants retrouvaient leurs sommets de 2008?

Le modèle Aglink-Cosimo de l'OCDE et de la FAO a été utilisé pour bâtir un scénario fondé sur deux hypothèses de base: la croissance économique mondiale retrouve le rythme rapide qui était le sien pendant la période 2004-2007 et les prix mondiaux du pétrole atteignent de nouveau le seuil des 100 USD le baril⁷. Le scénario qui en résulte est comparé à la projection de référence publiée dans les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018*, dans laquelle la croissance économique des pays développés et en développement est inférieure d'environ 1 et 2 pour cent respectivement, et qui prévoit que les prix du pétrole se situeront entre 60 USD en 2012 et 70 dollars USD en 2018.

Les simulations de modèles indiquent que le scénario d'une reprise de la croissance et d'une nouvelle hausse du prix du pétrole brut se traduit par une augmentation des prix internationaux des produits alimentaires de base de l'ordre de 20 à 25 pour cent par rapport à la projection de référence. Toutefois, ces prix ne retrouveraient pas les niveaux de 2007-2008, à l'exception du maïs qui, compte tenu de son importance dans la fabrication de l'éthanol, est plus étroitement lié au prix du pétrole brut. L'analyse démontre cependant clairement la sensibilité actuelle très élevée du secteur agricole aux augmentations des prix de l'énergie, ce qui a une incidence sur l'offre, et l'importance accrue de la demande dans une économie alimentaire mondiale.



⁷ Plus précisément, il s'agit du scénario prévoyant une reprise de la croissance en 2011 et des prix mondiaux du pétrole atteignant 100 USD le baril en 2012. Tous les autres facteurs conditionnels, comme la productivité, l'inflation et les taux de change restent constants comme l'indique la publication *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018*.

VI. PRODUCTION AGRICOLE

16. Comment l'agriculture a-t-elle répondu à la crise des prix de 2007-08, et comment peut-elle répondre dans le contexte de la récession mondiale et à plus long terme? Selon les estimations fondées sur les chiffres de l'indice de production de la FAO⁸ et des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018*, la production agricole mondiale a augmenté de 3,8 pour cent en 2008 par rapport à 2007, car un certain nombre de pays ont augmenté leur production pour réagir aux prix plus élevés (Figure 5). Cette réponse fait suite à deux années successives (2006 et 2007) de performance inférieure au taux de croissance tendanciel de 2,3 pour cent affiché par l'économie mondiale au cours de la décennie.

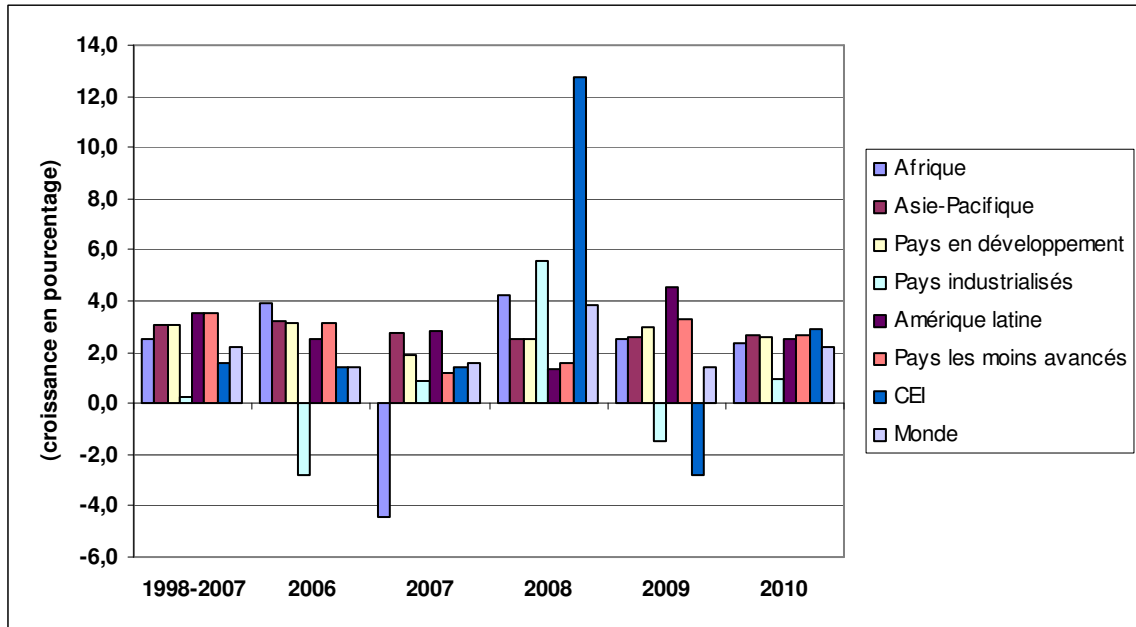
17. En 2008, la réponse de l'offre de produits agricoles a varié selon les régions. Elle est en grande partie venue des pays européens de la CEI et des pays industrialisés. La croissance du premier groupe est estimée à 12 pour cent, bien que ce taux élevé soit largement dû à l'excellent état des cultures après plusieurs années de croissance lente. La réponse quantitative la plus intéressante est venue des pays industrialisés, qui dominent également les marchés d'exportation. La production de ce groupe de pays a augmenté de près de 6 pour cent en 2008.

18. Parmi les pays en développement, la croissance en Afrique s'est montrée soutenue, n'affichant pas moins de 4 pour cent, ce qui témoigne d'un rebond après une croissance négative en 2007. Les estimations concernant le groupe des pays en développement indiquent que la production ne sera vraisemblablement pas supérieure à la tendance. Elle sera inférieure à la croissance tendancielle en Amérique latine et connaîtra un faible recul en Asie. Il est certain que la faible transmission des prix dans de nombreux pays en développement ainsi que la disponibilité limitée des intrants variables, un accès insuffisant aux marchés et un manque d'infrastructure dans de nombreux pays empêchent l'offre de réagir pleinement aux incitations accrues.

19. L'agriculture mondiale s'est développée en 2008, mais cette croissance a été assez modeste et n'a concerné qu'un nombre limité de pays qui sont des exportateurs traditionnels de céréales approvisionnant les marchés mondiaux. Les perspectives de croissance de la production agricole en 2009 semblent également limitées compte tenu de la grave récession économique traversée. En effet, la demande est faible et les pays développés auront sans doute peine à reproduire les performances atteintes en 2008. Par ailleurs, la suppression des obligations de mise hors production de terres dans l'UE a contribué de manière importante à l'accroissement de la production. La production dans la CEI et les pays industrialisés n'atteindra pas le niveau de 2008. En revanche, dans de nombreux pays en développement, la réaction au niveau de la production pourrait être plus forte si les prix continuent d'être élevés dans ces régions.

⁸ FAOSTAT, indices de la production agricole nette.

Figure 5. Croissance de la production agricole par région (en pourcentage)

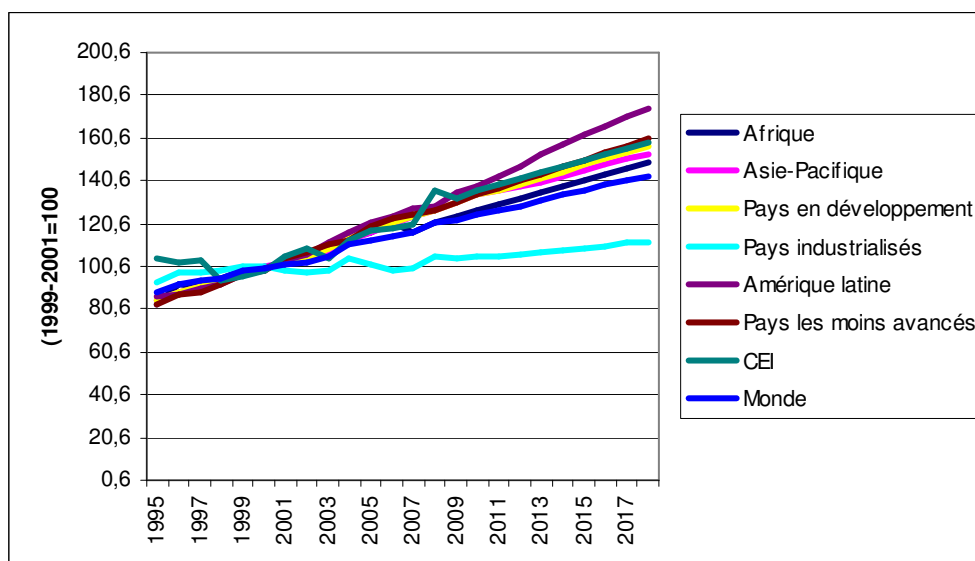


Source: FAOSTAT, indice de la production agricole nette jusqu'en 2007. Extrapolation fondée sur les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018*.

20. À moyen terme, selon les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*, la croissance de la production agricole au cours des dix ans à venir n'égalera pas celle de la décennie précédente, la croissance moyenne passant de 2 pour cent par an pendant la période 1999-2008 à 1,7 pour cent par an de 2009 à 2018, ce qui suppose une croissance par habitant de 0,6 pour cent.

21. Au cours de la décennie précédente, les pays industrialisés ont connu la croissance la plus faible, en raison notamment d'une croissance stagnante de la production en Europe. En fait, on estime que, dans l'Union européenne (27), la production agricole atteinte en 2009 est inférieure à celle de 2000. Malgré une dépréciation du taux de change, qui entraîne généralement une hausse de la demande d'exportations, l'agriculture nord-américaine n'aurait augmenté que de 12 pour cent pendant la même période. Par ailleurs, au cours des dix prochaines années, la croissance estimée de la production agricole devrait être la plus faible dans les pays industrialisés, tandis que l'Amérique latine, l'Asie et les pays de la CEI connaîtront une croissance beaucoup plus rapide. D'ici 2018, la production agricole de ces régions devrait être de 75, 53 et 58 pour cent plus forte qu'en 2000, contre une augmentation de 12 pour cent seulement dans les économies industrialisées. Le Brésil, dont la production agricole, selon les estimations, aurait enregistré une croissance remarquable de 50 pour cent depuis 2000, pourrait connaître un même niveau de croissance au cours des dix prochaines années.

Figure 6. Tendances à long terme de la production agricole par région



Source: FAOSTAT, indice de la production agricole nette jusqu'en 2007. Extrapolation fondée sur les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018*.

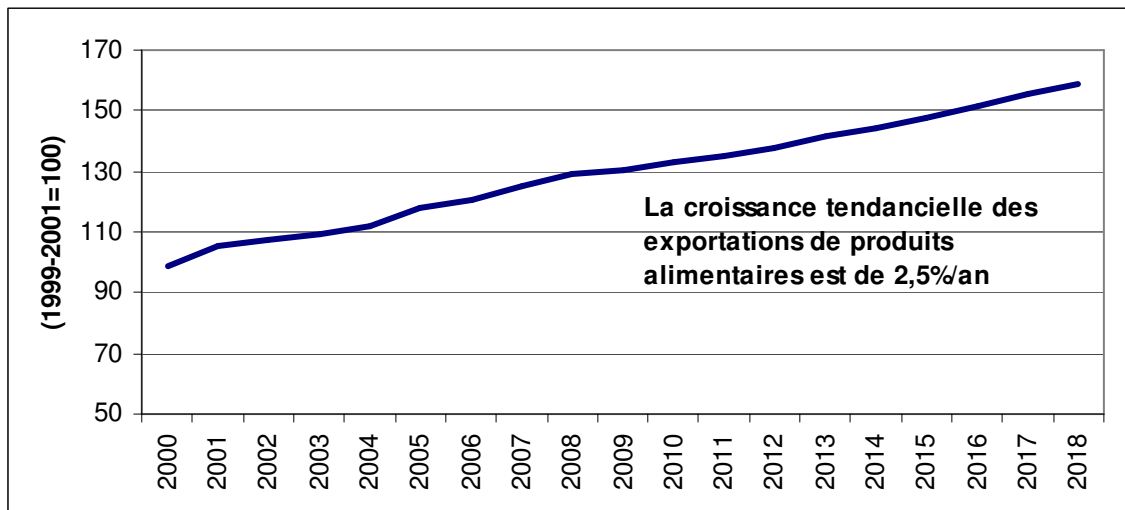
22. Les possibilités de croissance à long terme de l'agriculture ne semblent pas reposer sur les pays industriels mais sur d'autres régions. D'ailleurs, les pays en développement à revenu plus élevé investissent dans ces régions au potentiel élevé en terme d'offre, car ils sont préoccupés par leur sécurité alimentaire à long terme. Ces investissements peuvent favoriser le développement du secteur agricole, voire modifier à long terme les lieux de production. Cependant, dans le contexte d'un marché foncier sous-développé, il conviendra d'améliorer nettement les cadres institutionnels permettant de protéger les ressources nationales et d'éviter aux populations locales d'être exploitées.

VII. COMMERCE AGRICOLE

23. Les volumes d'échange sont très sensibles à court terme aux conditions économiques et aux variations de la production, en particulier dans les régions exportatrices nettes. Pour autant, les informations disponibles au niveau mondial sur les variations du commerce agricole pendant la crise des prix de 2008 sont rares. La manière dont les échanges peuvent être touchés par la récession en 2009 et 2010 n'est pas claire non plus, sachant que la disponibilité du crédit aux importateurs, notamment dans les pays en développement, est un facteur limitatif important du commerce. En ce qui concerne le moyen terme, les projections fondées sur les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018* indiquent que le commerce réel des produits alimentaires continuera de croître lentement⁹ (Figure 7).

⁹ L'estimation du commerce réel des produits alimentaires (à l'instar des indices de la production agricole nette) repose sur des prix de référence constants de produits alimentaires de base, moyennés pour la période 1999-2001. Les volumes d'échange annuels obtenus ainsi sont estimatifs, car ils associent des données de base concernant la campagne de commercialisation à des données calendaires relatives à d'autres produits. Les estimations sont utilisées pour examiner des tendances récentes et non les volumes d'échange annuels réels.

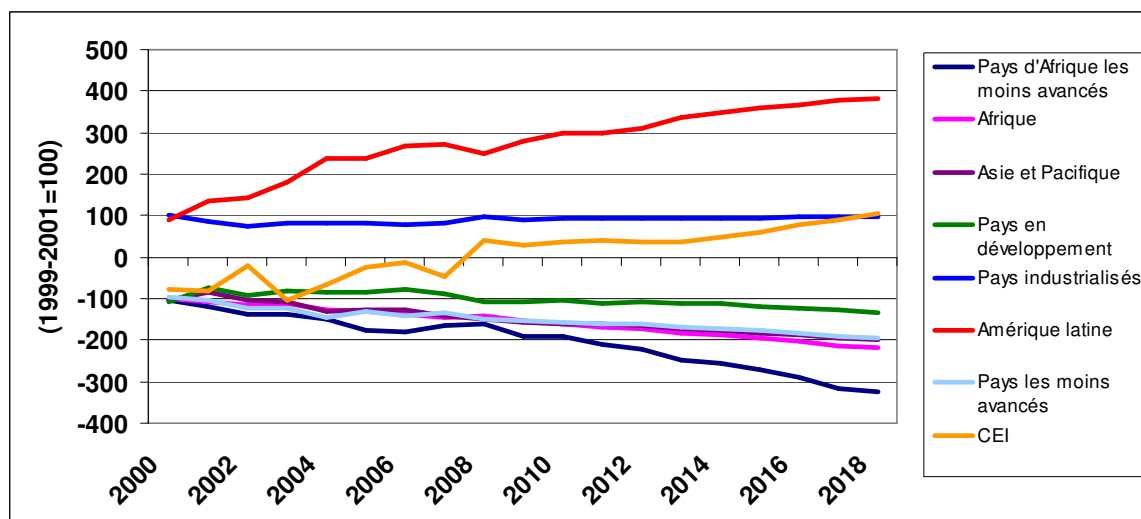
Figure 7. Variations des exportations mondiales réelles de produits alimentaires



Source: L'indice des exportations réelles, calculé en utilisant des prix de référence de la période 1999-2001 pour pondérer les exportations par produits, mesure les variations des exportations en USD constants. Source: Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018.

24. Les tendances à moyen terme du commerce des produits alimentaires montrent une évolution des modes de commercialisation à l'échelon international (Figure 8). Confrontés à une croissance relativement lente de la production agricole et à une demande atone de produits alimentaires, les pays industrialisés ont enregistré une stagnation des exportations nettes de produits alimentaires, et ce schéma ne devrait pas changer à moyen terme. Le groupe des pays industriels restera un groupe de fournisseurs excédentaires, tandis que le groupe des pays en développement continuera à être un groupe d'acheteurs nets de produits alimentaires.

Figure 8. Variations du commerce réel net de produits alimentaires par région



Note: Indice des exportations réelles nettes par région, calculé en utilisant 2 000 prix de référence pour pondérer les exportations nettes par produit. Source: Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018. Calculs effectués par la FAO.

25. Cependant, concernant les pays en développement, les projections envisagent une croissance importante et continue des échanges nets pour les pays de l'Amérique latine, notamment le Brésil et l'Argentine, tandis que les régions Afrique et Asie-Pacifique connaîtront une augmentation de leur situation nette en matière d'importations. L'excédent alimentaire net du Brésil, qui a presque quadruplé depuis 2000, devrait encore augmenter de 50 pour cent au cours des dix prochaines années. Les pays de la CEI devraient aussi devenir des fournisseurs nets de produits alimentaires, passant ainsi de la situation d'importateurs nets à celle d'exportateurs nets à moyen terme. Le déficit alimentaire des pays les moins avancés, notamment ceux d'Afrique, est particulièrement préoccupant. Il est en effet important et permanent et devrait s'accroître en termes réels de plus de 50 pour cent au cours des dix prochaines années, accentuant d'autant la dépendance de ces pays à l'égard des produits d'origine étrangère.

VIII. RÉPONSES POLITIQUES AUX PRIX PLUS ÉLEVÉS ET LEUR INCIDENCE SUR LES MARCHÉS AGRICOLES

26. Confrontés à une forte hausse des prix mondiaux des produits alimentaires en 2007 et 2008, de nombreux pays ont adopté des mesures politiques visant à réduire son incidence sur les populations. Ces mesures, qui mettaient en jeu différents secteurs des produits, peuvent être classées en quatre catégories: commerce, production, consommation et stocks. La plupart de ces mesures ont été appliquées pendant des périodes limitées. Certaines, cependant, mises en place en 2007, restent effectives en 2009, malgré le net recul des prix internationaux.

27. Une question importante concerne l'impact combiné de ces réponses institutionnelles sur les marchés nationaux et internationaux et il convient de se demander si le manque de coordination entre ces politiques peut déstabiliser les marchés internationaux en exacerbant la volatilité des prix. Cette question est importante au moins pour deux raisons. Premièrement, les mesures adoptées par un pays ou un groupe de pays peuvent gêner ou réduire l'efficacité des mesures prises par d'autres. Deuxièmement, certaines mesures institutionnelles peuvent être inefficaces, voire contre-productives, et ne pas résoudre le problème posé, à savoir l'incidence des prix élevés des produits alimentaires pour les consommateurs.

28. Mesurer les impacts des trains de mesures politiques complexes visant à lutter contre les prix élevés des produits alimentaires est difficile. Il est encore plus difficile d'isoler ces impacts des autres facteurs responsables de la volatilité des marchés en 2007-2008, pour lesquels ces politiques ont été mises en œuvre. Pour autant, l'analyse permet de tirer des leçons importantes en l'espèce. Le modèle Aglink-Cosimo des marchés internationaux des produits, conçu par l'OCDE et la FAO aux fins d'élaborer conjointement des projections, a été utilisé pour étudier certaines des initiatives les plus importantes mises en œuvre pour réagir aux prix élevés des produits. Les politiques ont été examinées par rapport à un scénario de référence dans lequel des politiques clés ont été introduites. L'analyse compare donc deux scénarios: le premier avec et le second sans ces politiques mises en place¹⁰.

29. Les mesures politiques soumises à l'analyse ont été introduites dans le modèle en tenant compte de la période à laquelle elles ont été mises en place, c'est-à-dire à partir de la campagne de commercialisation de 2007-08 jusqu'au moment où elles ont été supprimées. Quant aux politiques encore en place, elles ont été conservées dans le cadre de modélisation pendant toute la période de référence, jusqu'en 2012.¹¹ L'analyse porte sur les marchés mondiaux du blé et du riz, car il

¹⁰ Les simulations de modèles sont fondés sur les informations contenues dans la publication suivante : Demekle M., Pangrazio G. et Maetz M., *Country responses to the food security crisis: nature and preliminary implications of the policies pursued*. Documents de travail FAO/ESA, décembre 2008. Les politiques retenues étaient celles qui pouvaient s'adapter à l'environnement de modélisation et dont l'impact sur les marchés pouvait être mesurable.

¹¹ Le modèle Aglink-Cosimo est annuel. Les politiques qui étaient en place depuis au moins deux ans ont été introduites en proportion dans les différentes campagnes de commercialisation. Cependant, dans le cas des politiques qui n'étaient

s'agissait des principaux marchés les plus concernés par les politiques prescrites. Les impacts estimés pour chaque pays peuvent varier de manière importante par rapport à ces scénarios de simulation globale.¹² Les impacts simulés sur les marchés du blé et du riz présentés à la Figure 9 soulèvent des questions importantes. Les marchés du riz, qui sont relativement « étroits » par rapport aux niveaux de production et de consommation mondiaux, ont montré clairement que les politiques mises en œuvre pour lutter contre les prix élevés des produits alimentaires avaient eu un effet déstabilisant, les prix internationaux étant nettement plus élevés en 2007 et 2008 que dans le scénario de référence. Les politiques ayant le plus d'effets de distorsion dans le cas du riz étaient les politiques de contrôles aux frontières mises en œuvre en 2007 et 2008, qui ont entraîné une hausse des prix internationaux du riz estimée à 12 pour cent, sur une base annualisée en 2007 et 2008. Si les politiques avaient été maintenues pendant les campagnes de commercialisation, les effets mesurés auraient été beaucoup plus importants. Les politiques relatives aux stocks auraient permis d'augmenter les stocks de riz mondiaux de près de 30 à 35 pour cent au cours des deux années étudiées, et contribué à hauteur de 5 et 3 pour cent à la hausse des prix internationaux du riz dans les années de commercialisation 2007 et 2008. Les mesures politiques relatives à la production, marginales dans le cas des marchés du riz, n'auraient eu aucune incidence sur les prix internationaux dans les premières années de la période couverte par le scénario. Par ailleurs, les mesures de stimulation de la consommation ont eu peu d'impact sur les prix de marché. Au total, on estime que les mesures de stimulation de la consommation ont permis d'augmenter la production mondiale de riz pendant la période 2007-09, tout en provoquant une baisse de la consommation mondiale en 2007.

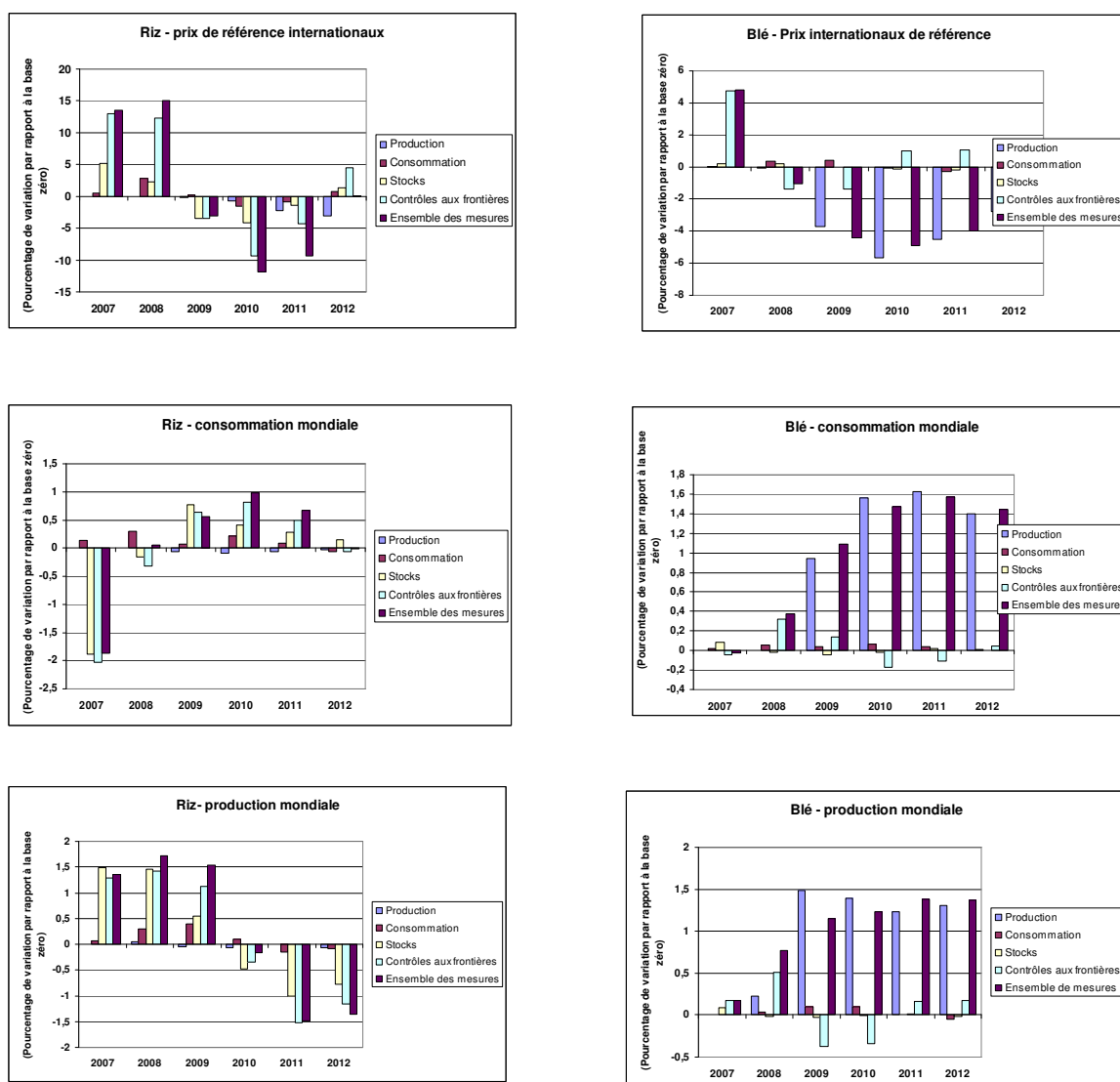
30. En ce qui concerne les marchés du blé, les effets sur les prix mondiaux auraient été moindres que pour le riz. À l'exception de la période initiale, au cours de laquelle les mesures de contrôle aux frontières ont provoqué une hausse des prix de 4 à 5 pour cent, l'incidence la plus significative sur les marchés revient aux politiques relatives à la production, qui ont permis de réduire les prix de 6 pour cent (en 2009) et d'augmenter la production et la consommation de blé. Dans le cas du blé, les mesures de contrôle aux frontières auraient joué un rôle moins important que dans le cas du riz parce que les marchés internationaux du blé sont moins « étroits » que ceux du riz.

31. En conclusion, l'analyse suggère que les mesures politiques mises en œuvre pour le blé ont eu pour effet d'augmenter la production et la consommation et d'abaisser les prix de référence mondiaux. Celles qui ont été appliquées pour le riz ont déstabilisé les marchés sans effet notable à long terme sur les niveaux de consommation. Il est important d'ajouter que la suppression des obligations de mise hors production de terres cultivables dans l'Union européenne n'a pas été incluse dans cette analyse. Si elle l'avait été, l'incidence positive estimée sur la production et la consommation de produits agricoles aurait été nettement supérieure, notamment pour le blé et d'autres plantes vivrières d'Europe.

en place que depuis peu de temps, cette procédure a pu conduire à sous-estimer l'ampleur des effets à court-terme en les distribuant sur deux ans.

¹² Un rapport à paraître évaluera les impacts pour d'autres secteurs des produits et affinera l'analyse.

Figure 9. Impact estimé des mesures relatives à la production, la consommation, les stocks et les contrôles aux frontières sur les marchés du riz et du blé



Source: FAO

IX. CONCLUSIONS

32. La succession rapide de deux crises graves – la crise alimentaire internationale et la crise financière et la récession économique – a porté le coup le plus sévère à la sécurité alimentaire mondiale depuis des décennies. Les deux crises ont provoqué une forte augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim chronique et de la malnutrition dans le monde et une inversion de la baisse tendancielle de la part de la population mondiale qui n'a pas accès à une alimentation adéquate suffisante pour mener une vie saine et active.

33. La crise financière – et la récession économique qui en résulte – trouve son origine bien loin du secteur agricole et des pays en développement. Or, ses effets les plus dévastateurs se font néanmoins sentir sur les segments les plus pauvres de la population. Par ailleurs, la reprise

économique mondiale, lente ou rapide, dépend de facteurs qui dépassent les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. L'impact de la récession exige donc des mesures immédiates et efficaces pour protéger les pauvres et les personnes souffrant d'insécurité alimentaire, qui sont les victimes les plus touchées par la crise.

34. Outre la reprise, espérons-le rapide, de l'économie mondiale, de nombreux problèmes liés à l'alimentation et à l'agriculture mondiales, et illustrés dans le présent rapport, restent non résolus. Malgré leur recul par rapport à leurs sommets de 2008 et la récession économique, les prix mondiaux des produits alimentaires sont encore historiquement élevés et devraient le rester. Parallèlement, un certain nombre de facteurs fondamentaux, qui restent latents, peuvent déclencher une hausse encore plus forte des prix des produits alimentaires. La reprise de la croissance des revenus dans les pays en développement relancera la demande de produits agricoles. Une hausse des prix réels de l'énergie peut avoir une incidence sur la production des produits alimentaires agricoles car elle renchérit les coûts du transport et des intrants et stimulera la demande de produits agricoles servant à la fabrication des biocarburants. L'incorporation obligatoire et d'autres mesures incitatives adoptées en faveur de la production et de la consommation de biocarburants dans plusieurs pays contribueront à doper les prix des produits agricoles. Il faut ajouter également les préoccupations suscitées par la baisse de la croissance de la productivité agricole, bien que la crise alimentaire de 2006-08 ait montré que plusieurs réponses politiques visant à protéger les populations nationales contre les effets des prix élevés des denrées alimentaires ont peut-être aggravé certains problèmes au niveau international et déstabilisé les marchés.

35. Le présent document contient une analyse des conséquences probables d'une plus forte croissance des revenus et d'un retour à des prix de l'énergie plus élevés. Il confirme que ces deux facteurs pourraient avoir un impact important et porter les prix agricoles à des niveaux encore plus élevés. Le rapport a aussi analysé l'incidence sur la production et les marchés des politiques mises en œuvre pour protéger les populations contre les prix élevés et conclut que nombre d'entre elles ont eu un effet déstabilisant. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2008* analysait l'impact sur les marchés agricoles de la demande croissante de biocarburants ainsi que les conséquences des différents scénarios sur la croissance de la productivité agricole.

36. La situation actuelle, caractérisée par de graves difficultés humaines et économiques et la montée des risques et des incertitudes, exige que des efforts soient déployés dans plusieurs directions. Il est nécessaire d'atténuer l'impact immédiat de la crise en mettant en place des filets de sécurité et des programmes sociaux pour protéger les pauvres et les personnes souffrant d'insécurité alimentaire. Il faut accroître les investissements dans l'agriculture en poursuivant le double objectif d'augmenter durablement la productivité pour développer l'offre et d'exploiter le potentiel de l'agriculture pour contribuer au développement économique et à l'atténuation de la pauvreté dans les pays les moins avancés. À cet égard, les prix élevés représentent aussi une opportunité à saisir pour les producteurs agricoles, car ils garantissent des retours sur investissement plus intéressants dans le secteur agricole, public ou privé. Le fait que la faim ait augmenté bien avant les crises alimentaire et économique montre que les solutions techniques sont insuffisantes. Pour ne plus connaître la faim, les populations victimes de l'insécurité alimentaire doivent contrôler les ressources, accéder aux marchés et bénéficier d'une meilleure gouvernance aux niveaux local, national et international, fondée sur les principes du droit à l'alimentation. Il est enfin nécessaire de renforcer le système commercial international afin d'éviter que les mesures mises en œuvre pour protéger les populations nationales déstabilisent les marchés internationaux et pénalisent d'autres pays.